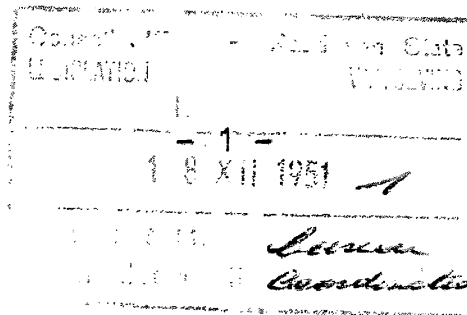


GK.



L. 2183/1.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 25 juin 1951, d'une demande d'avis sur un projet de loi "relatif au séquestre et à la liquidation des biens, droits et intérêts des inculpés de crimes ou de délits contre la sûreté extérieure de l'Etat et des biens des suspects", a donné en sa séance du 21 novembre 1951 l'avis suivant:

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 25e Juni 1951 door de Minister van Justitie verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "betreffende de sequestratie en de liquidatie van de goederen, rechten en belangen van degenen aan wie misdaden of wanbedrijven tegen de uitwendige veiligheid van de Staat worden ten laste gelegd, en van de goederen der verdachten", heeft ter zitting van 21 November 1951 het volgend advies gegeven :

1.

Un des objets du projet de loi soumis au Conseil d'Etat est de préciser les pouvoirs donnés à l'Office des séquestres pour réaliser, dans la mesure nécessaire au paiement du passif, les biens séquestrés.

Le terme "liquidation", dont il est fait usage dans l'intitulé et les articles du projet, est de nature à suggérer une idée inexacte du régime juridique proposé; il peut faire croire que le projet a pour but d'instaurer un système de liquidation des biens séquestrés analogue à celui qui existe en matière de faillite. Le Conseil d'Etat propose donc de remplacer le mot "liquidation" par celui de "réalisation", sauf à l'article 4 du projet qui est relatif à la mise en liquidation des sociétés commerciales.

Afin d'exprimer plus clairement la portée du projet, le Conseil d'Etat propose de grouper en un chapitre 1er les dispositions qui sont relatives exclusivement à la réalisation, et de dire expressément à l'article 1er que ces dispositions ont pour objet de déterminer les pouvoirs donnés à l'Office par l'article 6, alinéa 2, de l'arrêté-loi du 17 janvier 1945 modifié par l'arrêté-loi du 10 janvier 1946.

2.

L'article 5 du projet organise une procédure de déclaration des créances; l'alinéa 1er contenait les mots: "sur décision de l'Office"; ils ont été supprimés suivant les indications du Gouvernement.

Cette suppression entraîne comme conséquence que la déclaration devient obligatoire.

A l'alinéa 2, en vue de donner l'ampleur requise à la publicité envisagée, le Conseil d'Etat propose un texte inspiré de l'article 73 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

.../...

3.

L'article 7 du projet prévoit que les prescriptions acquisitives et extinctives non accomplies à la date de la publication au Moniteur belge de l'avis prévu à l'article 5, sont suspendues depuis cette date. Il convient de préciser le moment où la suspension prendra fin; le Conseil d'Etat propose de le fixer à la date de la publication de la levée du séquestre.

4.

L'article 9 du projet établit un privilège en faveur des prélèvements que l'Office est autorisé à effectuer sur les patrimoines séquestrés en vue de couvrir ses frais de conservation, de gestion et de réalisation. Ce texte devrait être mis en concordance avec le projet de loi créant un privilège en faveur des avocats des personnes inculpées d'infractions au Chapitre II du Titre 1er du Livre II du Code pénal pour le paiement de leurs honoraires et débours afférents à la défense. Le Conseil d'Etat propose un texte à cette fin.

5.

L'article 10, alinéa 4, du projet prévoit que, lorsque le séquestré est commerçant, l'Office peut faire l'aveu de l'état de cessation de paiement au greffe du tribunal de commerce compétent. A moins qu'on ait l'intention de faire de lui un mandataire du séquestré, l'Office n'a pas qualité pour faire cet aveu.

Cet aveu suppose, en outre, l'ébranlement du crédit du séquestré, ce dont l'Office ne saurait être juge.

.../...

Le Conseil d'Etat propose, en conséquence, de laisser le séquestré sous l'empire du droit commun, dès la levée du séquestre.

6.

L'article 12 du projet prévoit que toute convention qui n'a pas acquis date certaine avant le 10 mai 1940 n'est pas opposable à l'Office.

Tel qu'il est rédigé, le texte proposé ne déroge pas à l'article 1er, alinéa 4, de l'arrêté-loi du 10 janvier 1946, qui permet à l'Office de rejeter toute créance dont la sincérité ne lui est pas démontrée même si elle résulte d'une convention ayant acquis date certaine avant le 10 mai 1940.

Il s'ensuit que l'opposabilité des conventions serait régie par deux dispositions légales.

Il est préférable de soumettre à un régime unique toutes les conventions conclues par le séquestré. Le Conseil d'Etat propose, en conséquence, un texte nouveau ainsi qu'une disposition abrogeant l'article 6, alinéas 4 et 5, de l'arrêté-loi du 17 janvier 1945 modifié par l'article 1er de l'arrêté-loi du 10 janvier 1946.

7.

L'article 17 permet à l'Office d'octroyer au séquestré et à sa famille des secours alimentaires. La procédure à suivre en cas de contestation entre les demandeurs d'aliments et l'Office doit être précisée. Le Conseil d'Etat propose un texte à cette fin.

+

+ +

Compte tenu des observations précritées, le Conseil d'Etat propose un nouveau texte qui contient, en outre, des modifications de forme qui ne nécessitent pas de commentaires :

.../...

PROJET DE LOI RELATIF AU SEQUESTRE ET A LA REALISATION
DES BIENS, DROITS ET INTERETS DES INCULPES DE CRIMES OU
DE DELITS CONTRE LA SURETE EXTERIEURE DE L'ETAT ET DES
BIENS DES SUSPECTS.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Sur la proposition de Notre Ministre de la
Justice et de Notre Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

Notre Ministre de la Justice et Notre Ministre
des Finances sont chargés de présenter en Notre nom, aux
Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur
suit :

CHAPITRE 1er.- DES POUVOIRS DE L'OFFICE DES SEQUESTRES
EN MATIERE DE REALISATION.

Article 1er.-

La réalisation prévue à l'article 6, alinéa
2 de l'arrêté-loi du 17 janvier 1945 modifié par l'ar-
rêté-loi du 10 janvier 1946, de tout ou partie des
biens, droits et intérêts frappés de séquestre en vertu
des dits arrêtés-lois, s'opère suivant les dispositions
du présent chapitre.

.../...

Article 2.- (article 1er, alinéa 2, du projet du Gouvernement).

L'Office des séquestres peut réaliser l'ensemble d'un patrimoine lorsque la réalisation séparée de ses différents éléments serait préjudiciale à ce patrimoine.

Article 3.- (article 13, alinéas 1er et 2, du projet).

Les biens mis sous séquestre en vertu de l'article 3 de l'arrêté-loi du 17 janvier 1945 sont considérés comme faisant partie du patrimoine du condamné et sont réalisés dans les mêmes conditions que ce patrimoine.

Les personnes dont les biens sont mis sous séquestre en vertu de l'article 3 de l'arrêté-loi du 17 janvier 1945 et qui n'ont pas fait opposition dans le délai prévu par l'article 5 dudit arrêté-loi, pourront le faire dans les trois mois de la mise en vigueur de la présente loi.

Article 4.- (article 2 du projet).

§ 1er. L'Office réalise par voie d'adjudication publique les biens meubles et immeubles, y compris les exploitations commerciales, industrielles et autres frappées de séquestre.

Après deux séances d'adjudication publique restées infructueuses par défaut d'offres suffisantes, l'Office est autorisé à vendre de gré à gré selon les conditions et modalités déterminées par son conseil d'administration.

§ 2. Lorsque l'intérêt de la masse séquestrée le justifie, l'Office peut vendre de gré à gré moyennant l'autorisation du Ministre des Finances, qui règle les conditions et modalités de l'opération.

§ 3. Moyennant l'autorisation du Ministre des Finances, l'Office peut faire apport à une société de tout ou partie du patrimoine séquestré.

§ 4. Ne sont pas applicables à l'Office, les dispositions légales prévoyant des formes spéciales pour certains actes ou conventions relatifs aux biens appartenant à des incapables ou à des successions acceptées sous bénéfice d'inventaire, notamment pour la vente d'immeubles.

La disposition qui précède, régit les actes et conventions conclus par l'Office avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

.../...

Article 5.- (article 4 du projet).

Lorsque le séquestre porte sur une société commerciale, l'intervention de l'assemblée générale des associés n'est pas nécessaire pour décider la mise en liquidation.

La décision de l'Office de procéder à la mise en liquidation de la société est publiée conformément à l'article 10 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales. A cet effet, l'Office dépose entre les mains des fonctionnaires à ce préposés un extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration de l'Office constatant cette décision.

.../...

Les articles 183 et 184 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales sont applicables.

Après le paiement ou la consignation des sommes nécessaires au paiement des dettes, l'Office convoque, s'il y a lieu, l'assemblée générale des associés en vue de la désignation de liquidateurs auxquels seront remises les sommes et valeurs constituant le solde de la liquidation.

Article 6.- (article 5 du projet).

Les créanciers des personnes physiques et morales dont les biens sont frappés de séquestre sont tenus de faire la déclaration de leurs créances à l'Office. Toutefois, cette disposition n'est pas applicable aux créances nées de la gestion de l'Office ou garanties par une inscription prise en Belgique dans les registres des conservateurs des hypothèques.

L'Office détermine dans chaque cas le délai dans lequel la déclaration doit être faite. Les créanciers en sont avertis par un avis inséré, à la diligence de l'Office, dans le Moniteur belge, dans un journal de Bruxelles et dans un journal de la province ou de l'arrondissement où se trouve le domicile du séquestré ou le siège principal de l'entreprise sous séquestre.

La déclaration doit être faite au siège de l'Office par pli recommandé à la poste.

A défaut de déclaration dans le délai fixé, les défaillants connus ou inconnus ne sont pas compris dans les répartitions; toutefois, ils pourront déclarer leurs créances jusqu'à la dernière distribution des deniers inclusivement.

Leurs déclarations ne suspendront pas les répartitions décidées par l'Office, mais si de nouvelles répartitions doivent intervenir après ces déclarations, ils y seront compris. Ils ne pourront rien réclamer sur les répartitions décidées avant leurs déclarations, mais ils auront droit à prélever sur l'actif non encore réparti les dividendes afférents à leurs créances dans les premières répartitions, s'ils justifient avoir été dans l'impossibilité de faire leur déclaration dans le délai prescrit.

Article 7.- (article 6 du projet).

La déclaration de chaque créancier énonce ses nom, prénoms, profession et domicile, le montant et la cause de la créance, les privilèges ou gages qui y sont affectés et le titre d'où elle résulte.

Article 8.- (article 1er, alinéa 3, du projet).

L'opposition de l'intéressé ou de ses créanciers n'interrompt pas les opérations de réalisation.

Article 9.- (article 7 du projet).

A partir du jour de la publication au Moniteur belge prévue à l'article 6, alinéa 2, aucune

saisie ni mesure d'exécution, même par voie parée, ni aucune action en déclaration de faillite ne peut être exercée contre la personne physique ou morale dont les biens sont sous séquestre.

Les frais exposés pour des saisies ou mesures d'exécution avant l'entrée en vigueur de la présente loi seront joints au principal.

Les prescriptions acquisitives ou extinctives qui n'étaient pas accomplies à la date de la publication prévue à l'alinéa 1er sont suspendues contre la personne physique ou morale dont les biens sont sous séquestre, depuis cette date jusqu'à celle de la publication de la levée du séquestre.

Article 10.- (article 11 du projet).

Les actions et jugements qui ont pour effet d'entraîner la dissolution de la communauté conjugale, existant entre le séquestré et son conjoint, de même que le décès du séquestré ou de son conjoint, ne peuvent faire obstacle à l'exercice par l'Office de ses pouvoirs de gestion et de réalisation sur les biens faisant partie de la communauté, sauf règlement des reprises et récompenses des époux.

Article 11.- (article 12 du projet).

Les conventions conclues par le séquestré ne sont pas opposables à l'Office, à moins qu'elles n'aient acquis date certaine avant le 10 mai 1940 ou que leur sincérité ne soit démontrée par tous moyens de droit, témoins et présomptions compris, mais à l'exception du serment.

Article 12.- (article 3 du projet).

L'Office procède à la répartition du produit de la réalisation entre les divers créanciers en tenant compte du rang et des privilèges de chacun d'eux.

Article 13.- (article 8 du projet).

Les dettes nées de la gestion de l'Office sont payées par priorité aux impôts directs même si le recouvrement de ces derniers est garanti par un privilège, une hypothèque ou une autre sûreté. Sont validés, les paiements opérés de ce chef antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente loi.

Article 14.- (article 9 du projet).

Le Roi règle le montant des prélèvements que l'Office effectue sur les patrimoines séquestrés en vue de couvrir ses frais de conservation, de gestion et de réalisation.

Ces prélèvements sont opérés avant tout paiement aux créanciers, à l'exclusion de celui des honoraires, frais et débours relatifs à la défense des inculpés.

Ils sont attribués à l'Office en vue de couvrir ses frais d'administration ainsi que les frais des séquestres déficitaires.

Article 15.- (article 13, alinéa 3, du projet).

Si la sincérité en est démontrée conformément à l'article 11, les dettes qui ont pour cause immédiate

et directe l'acquisition, l'amélioration, la conservation ou le recouvrement de biens mis sous séquestre par application de l'article 3 de l'arrêté-loi du 17 janvier 1945 sont à charge du patrimoine du séquestré.

Article 16.- (article 17 du projet).

Le séquestré pourra obtenir pour lui et sa famille des secours alimentaires qui seront fixés par l'Office.

Les contestations relatives à ces secours seront jugées par le président du tribunal de première instance du domicile du séquestré.

Sont validés, les paiements effectués de ce chef par l'Office avant l'entrée en vigueur de la présente loi.

CHAPITRE II. - DE LA LEVEE DES SEQUESTRES.

Article 17.- (article 10 du projet).

S'il ne reste plus d'impôts dus et si l'Office estime que la valeur de l'actif séquestré est inférieure au montant du passif, compte non tenu des créances appartenant ou pouvant appartenir à l'Etat du chef de dommages-intérêts et de toutes autres sommes auxquels le séquestré a été ou pourrait être condamné en raison d'infraction au Chapitre II du Titre 1er du Livre II du Code pénal, il peut lever le séquestre.

Il avertit de son intention les créanciers qui ont produit leurs créances et fait publier au Moniteur belge un avis annonçant que le séquestre sera levé.

La levée du séquestre ne peut intervenir qu'après l'expiration d'un délai de trente jours commençant à courir de la dernière en date de ces formalités.

Article 18.- (article 14 du projet).

Lorsque les créanciers bénéficiaires des dispositions de l'article 6, alinéa 3, de l'arrêté-loi du 17 janvier 1945, modifié par l'arrêté-loi du 10 janvier 1946, ont été payés, ou lorsque leur accord est acquis, l'Office des séquestres peut, aux fins d'assurer le recouvrement des dommages-intérêts et de toutes autres sommes auxquels le séquestré aurait été condamné au profit de l'Etat en raison d'infraction au Chapitre II du Titre 1er du Livre II du Code pénal, prendre hypothèque sur tous les biens susceptibles d'hypothèque appartenant au séquestré et lever le séquestre.

Article 19.- (article 15 du projet).

L'hypothèque est inscrite à la requête de l'Office, sur décision de son conseil d'administration et pour la somme déterminée par lui. Un extrait du procès-verbal certifié conforme par deux administrateurs sera produit au conservateur des hypothèques compétent.

Dans le cas où cette hypothèque porterait sur des droits indivis, son inscription vaudra opposition à partage hors de la présence de l'Office.

.../...

Article 20.- (article 18 du projet).

Lorsque l'Etat n'a pas poursuivi devant le tribunal saisi de la répression de l'infraction l'action civile en dommages-intérêts, le séquestre pourra être maintenu pendant un délai d'un an à dater du jour où la condamnation est devenue définitive et, dans le cas où une action civile est intentée dans ce délai, jusqu'après exécution de la décision du tribunal civil.

Il en sera de même lorsque l'action publique aura été éteinte par le décès de l'inculpé. Dans ce cas, le délai d'un an courra à dater du jour du décès.

Le délai prévu aux deux alinéas qui précèdent ne peut être inférieur à un an à compter du jour de la mise en vigueur de la présente loi.

CHAPITRE III. DISPOSITIONS DIVERSES.Article 21.-

Moyennant l'autorisation du Ministre des Finances, l'Office peut transiger et compromettre uniquement en ce qui concerne les intérêts propres des patrimoines séquestrés.

Article 22.- (article 16 du projet).

L'Office a le pouvoir de contracter des emprunts et de faire toutes autres opérations de crédit au nom et pour le compte du séquestré. Il peut, à cet effet, affecter tout ou partie du patrimoine séquestré à la sûreté de ces opérations.

L'Office peut, en outre, exercer les actions en liquidation et partage qui appartiennent au séquestré, ainsi que toutes actions tendant à reconstituer le patrimoine du séquestré dans sa consistance véritable.

Article 23.- (article 21 du projet).

Lorsque l'Office réalise pour compte de l'Etat, en application des dispositions de l'article 3 de la loi du 7 juin 1948, des titres représentatifs du capital d'une société anonyme ou d'une société en commandite par actions, il devra recourir à la vente de ces titres, soit en bourse selon les modalités de l'article 621 bis du Code de procédure civile, soit par enchères publiques, soit par soumissions cachetées.

Lorsque la vente suivant l'un des modes prévus à l'alinéa précédent paraît préjudiciable aux intérêts de l'Etat, l'Office peut procéder à la vente de gré à gré moyennant l'autorisation du Ministre des Finances.

Article 24.- (article 19 du projet).

Les fonctionnaires de l'Administration de l'enregistrement et des domaines ont qualité pour recevoir tous actes relatifs aux biens séquestrés et leur donner le caractère authentique.

Article 25.- (article 20 du projet).

Toute personne qui détient, à un titre quelconque, des biens, droits ou intérêts placés sous

séquestre en vertu des dispositions de l'arrêté-loi du 17 janvier 1945 et qui n'ont pas été régulièrement déclarés, est tenue d'en faire la déclaration à l'Office, par lettre recommandée à la poste, dans les trois mois de l'entrée en vigueur de la présente loi si la détention existe à cette date ou, dans le cas contraire, dans les trois mois du jour où elle devient détentrice des dits biens, droits ou intérêts.

Sera puni d'un emprisonnement de trois mois à cinq ans et d'une amende de 100 à 100.000 francs, ou d'une de ces peines seulement, quiconque détient sciemment, à un titre quelconque, des biens, droits ou intérêts visés à l'alinéa précédent, qui n'ont pas été régulièrement déclarés.

Les dispositions du livre premier du Code pénal, y compris le Chapitre VII et l'article 85, sont applicables à ces infractions.

Article 26.-

L'article 6, alinéas 4 et 5, de l'arrêté-loi du 17 janvier 1945 relatif aux séquestres des biens des inculpés de crimes ou de délits contre la sécurité extérieure de l'Etat et des biens des suspects, modifié par l'arrêté-loi du 10 janvier 1946, est abrogé.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

1.

Het ontwerp van wet dat aan de Raad van State is voorgelegd, strekt er onder meer toe nauwkeurig te bepalen welke bevoegdheid aan de Dienst van het sequester wordt gegeven om, voor zover als nodig, voor de betaling van de passiva de gesequestreerde goederen te gelde te maken.

Het woord "liquidatie" of "vereffening", gebruikt in de titel en in de artikelen van het ontwerp, kan tot een verkeerde voorstelling van de ontworpen rechtsverhouding leiden; het zou de indruk kunnen wekken dat het ontwerp ten aanzien van de liquidatie van gesequestreerde goederen een soortgelijk stelsel als inzake faillissement wil invoeren. De Raad van State stelt daarom voor, het woord "liquidatie" of "vereffening" door "tegeldemaking" te vervangen, behalve dan in artikel 4 van het ontwerp, dat op het invereffeningstellen van handelsvennootschappen betrekking heeft.

Om de draagwijdte van het ontwerp beter te doen uitkomen, stelt de Raad van State voor, de bepalingen die uitsluitend op de tegeldemaking slaan in hoofdstuk I samen te brengen, en in artikel 1 uitdrukkelijk te zeggen dat die bepalingen strekken tot het vaststellen van de bevoegdheid, aan de Dienst verleend door artikel 6, tweede lid, van de besluitwet van 17 Januari 1945, gewijzigd bij de besluitwet van 10 Januari 1946.

2.

Artikel 5 van het ontwerp stelt een procedure in voor de aangifte der schuldvorderingen; het eerste lid bevatte de woorden "op beslissing van de Dienst",

.../...

die overeenkomstig de aanwijzingen van de Regering werden geschrapt.

Als gevolg hiervan wordt de aangifte verplicht.

Om aan de voorgenomen openbaarheid de vereiste omvang te geven, stelt de Raad van State in het tweede lid een tekst voor, in de geest van artikel 73 der samengeordende wetten op de handelsvennootschappen.

3.

Artikel 7 van het ontwerp verklaart dat de verkrijgende of vernietigende verjaringen, welke op de dag van bekendmaking in het Belgisch Staatsblad van het in artikel 5 genoemde bericht niet zijn ingetreden, van die dag af geschorst zijn. Ook het tijdstip waarop die schorsing een einde neemt, zou moeten worden bepaald; daarvoor stelt de Raad van State voor: de datum waarop de opheffing van de sequestratie wordt bekendgemaakt.

4.

Artikel 9 van het ontwerp stelt een voorrecht in ten behoeve van de voorafnemingen welke de Dienst op de gesequestreerde vermogens mag verrichten tot dekking van zijn kosten van bewaring, beheer en tegeldemaking. Die tekst zou in overeenstemming moeten worden gebracht met het ontwerp van wet waarbij, ten gunste van de advocaten van de personen aan wie inbreuken op hoofdstuk II van titel 1 van boek II van

.../...

het Wetboek van strafrecht worden ten laste gelegd, een voorrecht wordt ingesteld voor de betaling van hun honoraria en uitschotten betreffende de verdediging. De Raad van State stelt daartoe een tekst voor.

5.

Artikel 10, vierde lid, van het ontwerp bepaalt dat, wanneer de gesequestreerde een handelaar is, de Dienst bij de griffie van de bevoegde rechtbank van koophandel aangifte doet van het staken der betalingen. Tenzij de bedoeling zo is, dat hij een lasthebber van de gesequestreerde zou worden, is de Dienst niet bevoegd om zodanige aangifte te doen.

Die aangifte onderstelt bovendien dat het krediet van de gesequestreerde aan het wankelen is gebracht, iets waarover de Dienst niet kan oordelen.

De Raad van State stelt derhalve voor, de gesequestreerde na de opheffing van de sequestratie onder de gelding van het gemeenrecht te laten.

6.

Artikel 12 van het ontwerp bepaalt dat geen overeenkomst, tenzij zij vóór 10 Mei 1940 vaste datum heeft verkregen, tegen de Dienst kan worden ingeroepen.

De voorgestelde tekst, zoals hij is geredigeerd, wijkt niet af van artikel 1, vierde lid, van de besluitwet van 10 Januari 1946, krachtens hetwelk de Dienst iedere schuldvordering waarvan de deugdelijkheid voor hem niet is bewezen, mag verwerpen, zelfs

.../...

indien die deugdelijkheid blijkt uit een overeenkomst die vóór 10 Mei 1940 vaste datum heeft verkregen.

Hieruit volgt dat voor het inroepen van de overeenkomsten twee wetsbepalingen zouden gelden.

Beter ware, alle overeenkomsten door de gesequestreerde gesloten aan een enkel stelsel te onderwerpen. De Raad van State stelt daarom een nieuwe tekst voor alsmede een bepaling tot opheffing van artikel 6, vierde en vijfde lid, van de besluitwet van 17 Januari 1945, gewijzigd bij artikel 1 van de besluitwet van 10 Januari 1946.

7.

Artikel 17 machtigt de Dienst om aan de gesequestreerde en zijn familie uitkeringen tot levensonderhoud toe te staan. De te volgen procedure in geval van betwisting tussen degenen die onderhoud vragen en de Dienst, behoeft nadere omschrijving. De Raad van State stelt daartoe een tekst voor.

+

+ +

Met inachtneming van deze opmerkingen, stelt de Raad van State een nieuwe lezing voor, met daarenboven enkele vormwijzigingen die geen commentaar behoeven :

.../...

ONTWERP VAN WET BETREFFENDE DE SEQUESTERATIE EN DE TEGEL-
DEMAKING VAN DE GOEDEREN, RECHTEN EN BELANGEN VAN PERSO-
NEN WIE MISDADEN OF WANBEDRIJVEN TEGEN DE UITWENDIGE VEI-
LIGHEID VAN DE STAAT WORDEN TEN LASTE GELEGD, EN VAN DE
GOEDEREN DER VERDACHTEN.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie
en van Onze Minister van Financiën,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

Onze Minister van Justitie en Onze Minister van
Financiën zijn gelast in Onze naam bij de Wetgevende
Kamers het ontwerp van wet in te dienen, waarvan de tekst
volgt :

HOOFDSTUK I.- BEVOEGDHEID VAN DE DIENST VAN
HET SEQUESTER IN ZAKE TEGELDE-
MAKING.

Artikel 1.-

De tegeldemaking bedoeld in artikel 6, tweede
lid, van de besluitwet van 17 Juni 1945, gewijzigd bij
de besluitwet van 10 Januari 1946, van alle of van een
gedeelte van de krachtens de voornoemde besluitwetten ge-
sequestreerde goederen, belangen of rechten, geschiedt
overeenkomstig het bepaalde in dit hoofdstuk.

.../...

Artikel 2.- (artikel 1, tweede lid, van het ontwerp van de Regering).

De Dienst van het sequester kan een vermogen-complex te gelde maken wanneer de afzonderlijke tegeldekking van de verschillende bestanddelen nadelig zou zijn voor dit vermogen.

Artikel 3.- (artikel 13, eerste en tweede lid, van het ontwerp).

De goederen, krachtens artikel 3 van de besluitwet van 17 Januari 1945 onder sequester gesteld, worden beschouwd als deel uitmakende van het vermogen van de veroordeelde en worden onder dezelfde voorwaarden als dit vermogen te gelde gemaakt.

Degenen wier goederen krachtens artikel 3 van de besluitwet van 13 Januari 1945 onder sequester zijn gesteld en die binnen de termijn in artikel 5 van voornoemde besluitwet gesteld geen verzet hebben gedaan, kunnen zulks doen binnen drie maanden na de inwerkingstelling van deze wet.

Artikel 4.- (artikel 2 van het ontwerp) .

§ 1. De Dienst maakt te gelde bij openbare veiling de roerende en onroerende goederen, met inbegrip van de gesequestreerde handels-, nijverheids- en andere exploitaties.

Na twee openbare toewijzingszittingen die bij gebreke van voldoende bod vruchteloos zijn gebleven, is de Dienst gemachtigd het goed uit de hand te verkopen, volgens de voorwaarden en modaliteiten door zijn raad van beheer bepaald.

.../...

§ 2. Wanneer het belang van de gesequestreerde boedel dit rechtvaardigt, kan de Dienst, met machtiging van de Minister van Financiën die de voorwaarden en modaliteiten van de verrichting regelt, uit de hand verkopen.

§ 3. Met machtiging van de Minister van Financiën kan de Dienst het gesequestreerde vermogen geheel of ten dele in een vennootschap inbrengen.

§ 4. Op de Dienst zijn niet van toepassing de wetsbepalingen waarbij bijzondere vormen worden voorgeschreven voor sommige akten of overeenkomsten betreffende goederen toebehorende aan onbekwamen of aan onder voorrecht van boedelbeschrijving aanvaarde nalatenschappen, inzonderheid voor de verkoop van onroerende goederen.

Bovenstaande bepaling geldt voor de akten en overeenkomsten, vóór de inwerkingtreding van deze wet door de Dienst gesloten.

Artikel 5.- (artikel 4 van het ontwerp).

Slaat de sequestratie op een handelsvennootschap, dan kan buiten de algemene vergadering der vennoten om tot de invereffeningstelling besloten worden.

De beslissing van de Dienst om tot de invereffeningstelling van de vennootschap over te gaan, wordt overeenkomstig artikel 10 der samengeordende wetten op de handelsvennootschappen bekendgemaakt. Te dien einde overhandigt de Dienst aan de daartoe aangestelde ambtenaren een uittreksel uit het proces-verbaal der vergadering van de raad van beheer van de Dienst, waaruit die beslissing blijkt.

.../...

De artikelen 183 en 184 der samengeordende wetten op de handelsvennootschappen zijn van toepassing.

Na de betaling of de consignatie der tot het kwijten der schulden nodige sommen, belegt de Dienst zo nodig een algemene vergadering der vennoten met het oog op de aanwijzing van de vereffenaars, aan wie de sommen en waarden die het saldo der vereffening uitmaken, zullen overhandigd worden.

Artikel 6.- (artikel 5 van het ontwerp) .

De schuldeisers der natuurlijke en rechtspersonen wier goederen door sequestratie zijn getroffen, zijn gehouden bij de Dienst aangifte van hun schuldvorderingen te doen. Die bepaling is echter niet toepasselijk op de schuldvorderingen ontstaan uit het beheer van de Dienst of gewaarborgd door een in België gedane inschrijving in de registers van de hypotheekbewaarders.

Voor elk geval bepaalt de Dienst binnen welke termijn de aangifte moet geschieden. De schuldeisers krijgen daarvan kennis door een bericht dat op verzoek van de Dienst geplaatst wordt in het Belgisch Staatsblad, in een Brussels dagblad en in een dagblad uit de provincie of het arrondissement waar de woonplaats van de gesequestreerde of de hoofdzetel van de onder sequester staande onderneming is gevestigd.

De aangifte moet gedaan worden ten zetel van de Dienst, bij een ter post aangetekende brief.

De gekende of niet gekende schuldeisers die in gebreke zijn gebleven een aangifte binnen de vastgestelde termijn te doen, komen voor de verdelingen niet in aanmerking; zij mogen evenwel hun schuldvorderingen aangeven tot en met de laatste uitdeling van de gelden.

.../...

Hun aangiften schorsen de verdelingen niet waartoe de Dienst besloten heeft, maar zo er na die aangiften nieuwe verdelingen moeten plaats hebben, komen zij daarvoor in aanmerking. Zij kunnen niets terugvorderen op de verdelingen waartoe vóór hun aangiften besloten werd, maar zij hebben het recht op het nog niet verdeelde actief vooraf te nemen de dividenden, die op hun schuldvorderingen in de eerste verdelingen betrekking hebben, indien zij bewijzen dat het hun onmogelijk is geweest hun aangifte binnen de voorgeschreven termijn te doen.

Artikel 7.- (artikel 6 van het ontwerp) .

De aangifte van iedere schuldeiser vermeldt zijn naam, voornamen, beroep en woonplaats, bedrag en oorzaak van de schuldvordering, de voorrechten of panden waardoor zij gewaarborgd is en de titel waaruit zij blijkt.

Artikel 8.- (artikel 1, derde lid, van het ontwerp) .

Verzet van de belanghebbende of van zijn schuldeisers stuit de verrichtingen van de tegeldemaking niet.

Artikel 9.- (artikel 7 van het ontwerp) .

Met ingang van de dag der bij artikel 5, tweede lid, bedoelde bekendmaking in het Belgisch Staatsblad kan geen beslag noch maatregel tot tenuitvoerlegging, zelfs bij dadelijke uitwinning, noch enige vordering tot faillietverklaring aangewend worden tegen de natuurlijke of rechtspersoon wiens goederen onder sequester staan.

.../...

De kosten vóór het inwerkingtreden van deze wet gemaakt wegens beslag of maatregelen tot tenuitvoerlegging worden bij de hoofdsom gevoegd.

De verkrijgende of de vernietigende verjaringen welke op de dag van de bij het eerste lid bedoelde bekendmaking niet waren ingetreden, zijn, van deze datum af tot die waarop de opheffing van de sequestratie wordt bekendgemaakt, geschorst ten aanzien van de natuurlijke of rechtspersoon wiens goederen onder sequester staan.

Artikel 10.- (artikel 11 van het ontwerp) .

De rechtsvorderingen en vonnissen leidend tot de ontbinding van de huwelijksgemeenschap bestaande tussen de gesequestreerde en zijn echtgenoot, alsmede het overlijden van de gesequestreerde of zijn echtgenoot, kunnen niet verhinderen dat de Dienst zijn bevoegdheid inzake beheer en tegeldemaking uitoefent over de goederen die van de gemeenschap deel uitmaken, behoudens regeling van de terugnemingen en vergoedingen van de echtgenoten.

Artikel 11.- (artikel 12 van het ontwerp) .

De door de gesequestreerde gesloten overeenkomsten kunnen tegen de Dienst niet worden ingeroepen tenzij zij vaste datum verkregen hebben vóór 10 Mei 1940, of de deugdelijkheid dezer overeenkomsten bewezen wordt door alle rechtsmiddelen, met inbegrip van getuigen en vermoedens, doch met uitsluiting van de eed.

Artikel 12.- (artikel 3 van het ontwerp) .

De Dienst verdeelt de opbrengst der vereffening onder de diverse schuldeisers, met inachtneming van de rang en de voorrechten van ieder van hen.

.../...

Artikel 13.- (artikel 8 van het ontwerp) .

De uit het beheer van de Dienst ontstane schulden worden bij voorrang op de directe belastingen betaald, zelfs indien de inning van deze laatste door een voorrecht, een hypotheek of een andere zekerheid is gewaarborgd. De betalingen uit dien hoofde uitgevoerd vóór de inwerkingtreding van deze wet, worden geldig verklaard.

Artikel 14.- (artikel 9 van het ontwerp) .

De Koning regelt het bedrag van de voorafnemingen die de Dienst op de gesequestreerde vermogens verricht tot dekking van zijn kosten van bewaring, beheer en tegeldemaking.

Deze voorafnemingen gebeuren vóór enige betaling aan de schuldeisers, met uitsluiting van de betaling van de honoraria, kosten en uitschotten betreffende de verdediging van de verdachten.

Zij worden aan de Dienst toegekend tot dekking van zijn bestuurskosten en van de kosten der deficittaire sequesters.

Artikel 15.- (artikel 13, derde lid, van het ontwerp) .

Indien de deugdelijkheid er van overeenkomstig artikel 11 wordt bewezen, komen de schulden die als onmiddellijke en rechtstreekse oorzaak hebben de verkrijging, de verbetering, het behoud of de invordering van de bij toepassing van artikel 3 van de besluitwet van 17 Januari 1945 gesequestreerde goederen, ten laste van het vermogen van de gesequestreerde.

.../...

Artikel 16.- (artikel 17 van het ontwerp)

De gesequestreerde kan voor zich en zijn familie uitkeringen tot levensonderhoud bekomen, die door de Dienst worden vastgesteld.

Over betwistingen betreffende die uitkeringen doet uitspraak de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg van de woonplaats van de gesequestreerde.

De betalingen uit dien hoofde door de Dienst uitgevoerd vóór de inwerkingtreding van deze wet worden geldig verklaard.

HOOFDSTUK II.- OPHEFFING VAN DE SEQUESTRATIE.

Artikel 17.- (artikel 10 van het ontwerp) .

Indien er geen belastingen te betalen overblijven en indien de Dienst oordeelt dat de waarde van het onder sequester gesteld actief lager is dan het bedrag van het passief, zonder in aanmerking te nemen de schuldvorderingen welke aan de Staat toebehoren of zouden kunnen toebehoren uit hoofde van schadevergoedingen en van enige andere som waartoe de gesequestreerde werd of mocht worden veroordeeld wegens inbreuk op hoofdstuk II van titel 1 van boek II van het Wetboek van strafrecht, kan hij de sequestratie opheffen.

.../...

Hij geeft zijn bedoeling te kennen aan de schuldeisers die hun schuldvorderingen hebben overgelegd en doet in het Belgisch Staatsblad een bericht plaatsen dat de sequestratie zal opgeheven worden.

De opheffing van de sequestratie kan slechts plaats hebben na het verstrijken van een termijn van dertig dagen ingaande met de laatst in acht genomene van deze formaliteiten.

Artikel 18.- (artikel 14 van het ontwerp) .

Wanneer de schuldeisers op wie van toepassing is het bepaalde in het derde lid van artikel 6 van de besluitwet van 17 Januari 1945, gewijzigd bij de besluitwet van 10 Januari 1946, betaald werden, of met hun toestemming, kan de Dienst, om de invordering te waarborgen van de schadevergoedingen en enige andere som waartoe de gesequestreerde mocht veroordeeld zijn ten bate van de Staat wegens inbreuk op hoofdstuk II van titel 1 van boek II van het Wetboek van strafrecht, hypotheek nemen op alle voor hypotheek vatbare goederen toebehorende aan de gesequestreerde, en de sequestratie opheffen.

.../...

Artikel 19.- (artikel 15 van het ontwerp).

De hypotheek wordt ingeschreven op verzoek van de Dienst, na een beslissing van de raad van beheer en voor de som door deze bepaald. Een door twee beheerders eensluidend verklaard uittreksel uit het proces-verbaal wordt aan de bevoegde hypotheekbewaarder overgelegd.

Slaat die hypotheek op onverdeelde rechten, dan geldt de inschrijving er van als verzet tegen verdeling buiten aanwezigheid van de Dienst.

Artikel 20.- (artikel 18 van het ontwerp).

Wanneer de Staat de burgerlijke vordering tot schadevergoeding niet heeft vervolgd vóór de rechtbank waaraan de bestraffing van het misdrijf werd opgedragen, mag de sequestratie gehandhaafd worden voor een termijn van één jaar ingaande de dag waarop de veroordeling definitief geworden is en, ingeval een burgerlijke vordering binnen die termijn wordt ingesteld, totdat de uitspraak van de burgerlijke rechtbank ten uitvoer gelegd is.

Hetzelfde geldt wanneer de publieke vordering vervallen is wegens het overlijden van de verdachte. In zodanig geval loopt de termijn van één jaar vanaf de dag van het overlijden.

De termijn in de bovenstaande twee leden bepaald, mag niet minder bedragen dan één jaar, te rekenen van de dag waarop deze wet in werking treedt.

.../...

HOOFDSTUK III.- DIVERSE BEPALINGEN.Artikel 21.-

Met machtiging van de Minister van Financiën kan de Dienst dadingen of compromissen aangaan uitsluitend wat de eigen belangen van de gesequestreerde vermogens betreft.

Artikel 22.- (artikel 16 van het ontwerp).

De Dienst is bevoegd om leningen aan te gaan en alle andere kredietverrichtingen op naam en voor rekening van de gesequestreerde te doen. Hij kan te dien einde het gesequestreerd vermogen geheel of ten dele gebruiken tot zekerheid van deze verrichtingen.

De Dienst kan daarenboven uitoefenen de vorderingen tot vereffening en verdeling die aan de gesequestreerde toebehoren, alsmede alle vorderingen die er toe strekken het vermogen van de gesequestreerde in zijn echte samenstelling te herstellen.

Artikel 23.- (artikel 21 van het ontwerp).

Wanneer de Dienst voor rekening van de Staat, ter voldoening aan de bepalingen van artikel 3 der wet van 7 Juni 1948, effecten ter vertegenwoordiging van het kapitaal van een naamloze vennootschap op aandelen te gelde maakt, moet hij deze effecten verkopen, hetzij ter beurze, volgens de modaliteiten van artikel 621 bis van het Wetboek van burgerlijke rechtsvordering, hetzij bij openbaar opbod, hetzij bij verzegelde inschrijving.

.../...

Wanneer de verkoop volgens een der in het vorig lid genoemde wijzen blijkt nadelig te zijn voor de belangen van de Staat, mag de Dienst uit de hand verkopen, mits de Minister van Financiën machtiging verleent.

Artikel 24.- (artikel 19 van het ontwerp).

De ambtenaren van het Bestuur der registratie en domeinen zijn er toe bevoegd alle akten betreffende de gesequestreerde goederen op te maken en er een authentiek karakter aan te geven.

Artikel 25.- (artikel 20 van het ontwerp).

Al wie, op welke gronden ook, goederen, rechten of belangen die krachtens het bepaalde in de besluitwet van 17 Januari 1945 onder sequester zijn gesteld en niet regelmatig werden aangegeven, in bezit houdt, is verplicht daarvan aangifte te doen aan de Dienst, bij een ter post aangetekende brief, binnen drie maanden na de inwerkingtreding van deze wet indien de inbezithouding op die datum bestaat of, in het tegenovergestelde geval, binnen drie maanden na de dag waarop hij houder wordt van bedoelde goederen, rechten of belangen.

Met gevangenisstraf van drie maanden tot vijf jaar en met geldboete van 100 frank tot 100.000 frank of met een van die straffen alleen wordt gestraft, al wie met zijn weten, op welke gronden ook, goederen, rechten of belangen als bedoeld in het vorig lid, die niet regelmatig werden aangegeven, in bezit houdt.

.../...

Al de bepalingen van boek I van het Wetboek van strafrecht, met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, zijn van toepassing op deze misdrijven.

Artikel 26.-

Artikel 6, vierde en vijfde lid, van de besluitwet van 17 Januari 1945 betreffende het sequesteren der goederen van de personen aan wie misdaden en wanbedrijven tegen de uitwendige veiligheid van de Staat worden ten laste gelegd en der goederen van de verdachten, gewijzigd bij de besluitwet van 10 Januari 1946, wordt opgeheven.

Gegeven te

VAN 'S KONINGSWEGE :

De Minister van Financiën,

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs : J. SUTENS,
de Heren :

premier président du
Conseil d'Etat, président
eerste-voorzitter van
de Raad van State, voorzitter

M. SOMERHAUSEN,
G. VAN BUNNEN,

conseillers d'Etat
raadsheren van State

P. COART-FRESART,

assesseurs de la section
de législation

J. MERTENS,

bijzitters van de afdeling
wetgeving

G. PIQUET,

greffier adjoint, greffier
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la ver-
sion française et la version
néerlandaise a été vérifiée
sous le contrôle de M. SUTENS.

De overeenstemming tussen de
Franse en de Nederlandse tekst
werd nagezien onder toezicht
van de H. SUTENS.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) G. PIQUET.

(signé) J. SUTENS.

expédition délivrée à M. le Minis-
uitgifte afgeleverd aan de H. Mi-

tre de la Justice.
nister van Justitie.

Le

1951.

De

1951.

Le Greffier du Conseil d'Etat, De Griffier van de Raad van State,

R. DECKMYN.